

POSTES VACANTS DE JURISTES SOUS LE STATUT DE L'EMPLOYE PUBLIC (M/F) DANS LE GROUPE D'INDEMNITE A1

Infos clés

Carrière: Employé public dans le groupe d'indemnité A1

Type de recrutement: Externe

Type de contrat: Contrat à durée déterminée de deux ans

Tâche : Tâche complète

Date limite de candidature: 7 novembre 2021

Date de publication : 15 octobre 2021

ORGANISME RECRUTEUR

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

ORGANISME D'AFFECTATION

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

MISSIONS

Assurer la gestion des réclamations introduites auprès de la Commission nationale :

- Prendre en charge et examiner les réclamations introduites auprès de la Commission nationale ;
- Fournir des conseils dans le domaine d'expertise aux instances administratives et politiques afin de les soutenir dans la prise de décisions.

Traiter les demandes d'informations en matière de protection des données :

- Répondre aux demandes d'informations introduites par des particuliers ou des professionnels auprès de la Commission nationale ;
- Fournir des conseils dans le domaine d'expertise aux instances administratives et politiques afin de les soutenir dans la prise de décisions.

Rédaction d'avis sur des projets de loi ou de règlements grand-ducaux touchant aux questions de la protection des données ;

Recherches en doctrine et en jurisprudence portant sur des questions relatives à la protection des données et de la vie privée des personnes dans le droit national, européen et international ;

Conseiller et assister les autres unités et services dans leurs missions respectives.

PROFIL

Les candidats doivent être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master dans un domaine en relation avec les compétences spécifiques recherchées ou de son équivalent. Les grades ou diplômes visés doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Compétences techniques :

- Disposer d'une capacité analytique portant sur les textes de lois, règlements grand-ducaux et les jurisprudences ;
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles ;
- S'intéresser fortement aux technologies de l'information ;
- Disposer d'une bonne pratique des outils bureautiques Word, Powerpoint et Excel.

Compétences comportementales :

- Faire preuve d'une confidentialité et d'une discrétion absolue ;
- Être à même d'éviter toute forme de partialité ;
- Savoir travailler de façon autonome et en équipe ;
- Être en mesure d'adapter son discours à des profils non juridiques ;
- Comprendre le fonctionnement et les contraintes des acteurs concernés en la matière.

Langues :

Les candidats doivent répondre aux exigences de la connaissance des trois langues administratives pour le groupe de traitement A1. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise.

Sont considérées comme atouts :

- Une expérience professionnelle ou une formation complémentaire dans le domaine de la protection des données ;
- Une expérience de travail confirmée en tant qu'avocat du contentieux.
- Disposer d'une expertise juridique dans un domaine spécifique (p. ex. secteur de la santé, secteur financier, etc.).

DOCUMENTS A FOURNIR

La candidature doit obligatoirement être accompagnée :

1. d'une lettre de motivation ;
2. du curriculum vitae, certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment la formation scolaire et l'expérience professionnelle acquises antérieurement par le candidat ;
3. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée ;
4. d'une copie de la carte d'identité ou du passeport ;
5. d'une copie de l'extrait du casier judiciaire luxembourgeois datant de moins de deux mois à la date de la présentation de la demande ;
6. d'une copie de l'extrait de l'acte de naissance.

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre :

- l'arrêté d'homologation ou l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

ADRESSE D'ENVOI

Les demandes sont à adresser jusqu'au 7 novembre 2021 au plus tard à la

Commission nationale pour la protection des données
Service Ressources Humaines
15, boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

ou par voie électronique à l'adresse :

rh@cnpd.lu

RENSEIGNEMENTS

Madame Anna MAGI, Tél: 26 10 60 – 1, E-mail: rh@cnpd.lu

COMMENTAIRES EVENTUELS

* Ces postes sont ouverts aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.